



## Le cap est maintenu : un budget équilibré en 2013-2014

### Faits saillants

- **Le projet d'équilibrer le budget d'ici 2013-2014 est maintenu.**
- **Le déficit pour 2009-2010 est révisé à la baisse de 1,1 milliard \$ à 3,2 milliards \$, en raison des revenus budgétaires plus importants que prévu et de meilleurs résultats des entités consolidées, ce qui a largement compensé l'augmentation des dépenses de programmes et permis au gouvernement de ne pas puiser dans la provision pour éventualités.**
- **L'augmentation du déficit de l'exercice en cours et des deux prochains exercices est uniquement attribuable à une augmentation de la provision pour éventualités en 2010-2011 et à l'adoption de réserves pour éventualités pour les deux prochains exercices.**
- **À la fin du dernier exercice, le ratio de la dette brute au PIB s'élevait à 53,8 %. L'objectif est toujours de réduire ce ratio à 45 % d'ici 2025-2026.**

### Revue

Le ministre des Finances du Québec, Raymond Bachand, a publié aujourd'hui *Le point sur la situation économique et financière du Québec* et a lancé en même temps la consultation pré-budgétaire pour 2011-2012. L'objectif du retour à un budget équilibré et de la maîtrise de la dette dans les trois prochaines années demeure la prémisse sur laquelle sont fondées ces consultations.

Le déficit budgétaire de l'exercice terminé le 31 mars 2010 s'élève à 1 083 millions \$ de moins que prévu il y a 9 mois. Selon la *Loi sur l'équilibre budgétaire*, un déficit de 4 257 millions \$ était projeté pour 2009-2010 lorsque le budget 2010-2011 a été présenté. Cependant, le déficit réel du dernier exercice est ressorti à 3 174 millions \$ (1 % du PIB du Québec), malgré des dépenses de programmes plus élevées que prévu de 810 millions \$. Les revenus de source autonome de l'État et des entités consolidées étaient meilleurs que prévu et ont largement compensé l'augmentation des dépenses. Cela a permis au gouvernement de ne pas puiser dans la provision pour éventualités de 300 millions \$ pour l'exercice 2009-2010.

### Les perspectives

À la sortie de la dernière récession, la croissance du PIB a été plus forte que prévu et a contribué à stimuler les recettes provinciales. Pour l'avenir, le ministre des Finances, Raymond Bachand, table sur une croissance du PIB de 2,2 % en 2011. Cela concorde avec nos propres prévisions. Essentiellement les seuls changements sur la voie vers un budget équilibré d'ici 2013-2014 se rapportent à l'adoption de provisions pour éventualités pour les deux prochains exercices ainsi qu'à une augmentation de 100 millions \$ de la réserve de l'exercice en cours. Le projet d'élimination du déficit d'ici 2013 est en bonne voie, avec des déficits de 4,6 milliards \$ en 2010-2011, 3,2 milliards \$ en 2011-2012 et 1,4 milliard \$ en 2012-2013.

### Besoins d'emprunt

Au 30 novembre 2010, un financement de 11,1 milliards \$ a été réalisé. Le programme d'emprunts 2010-2011 a été révisé à la hausse de 1,9 milliard \$ à 14,8 milliards \$, principalement en raison des dépôts dans le Fonds d'amortissement des régimes de retraite. À ce stade-ci, les besoins de financement pour la prochaine année sont projetés à 17,8 milliards \$, ce qui comprend 3,5 milliards \$ pour Financement Québec.

### Défis à moyen terme

Comme toutes les autres administrations publiques, le Québec devra faire face au vieillissement de sa population au cours des prochaines années. Bien entendu, cela aura des incidences importantes sur la demande de soins de santé, mais l'incidence sur le marché du travail doit aussi être prise en compte. Dans les documents budgétaires 2010-2011, le gouvernement fait remarquer que la population en âge de travailler commencera à diminuer en 2014, au moment même où un retour à l'équilibre budgétaire est prévu. Si rien d'autre n'est fait, la croissance potentielle du PIB pourrait baisser nettement à la longue comparativement à sa moyenne à long terme. Pour maintenir les gains réalisés sur le plan budgétaire et assurer un financement approprié des programmes publics, il sera important que des initiatives publiques pour soutenir les gains de productivité du travail soient mises en œuvre de même que des initiatives visant à stimuler la participation au marché du travail par des personnes âgées de 55 ans et plus.

Paul-André Pinsonnault / Marc Pinsonneault

### CADRE FINANCIER DE L'AUTOMNE 2010<sup>(1)</sup>

(en millions de dollars)

	RÉSULTATS RÉELS		PRÉVISIONS		PROJECTIONS	
	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15
Revenus budgétaires	63 155	65 721	68 781	72 806	76 028	78 934
Dépenses budgétaires						
Dépenses de programmes	- 61 579	- 62 917	- 64 264	- 65 640	- 67 046	- 69 644
Variation en %	5,2	2,2	2,1	2,1	2,1	3,9
Service de la dette	- 6 117	- 7 004	- 7 723	- 8 681	- 9 492	- 9 591
Total des dépenses budgétaires	- 67 696	- 69 921	- 71 987	- 74 321	- 76 538	- 79 235
Résultats nets des entités consolidées	1 601	836	979	1 067	612	812
Provision pour éventualités	—	- 400	- 300	- 200	—	—
Mesures à identifier	—	—	299	304	1 015	1 015
<b>SURPLUS (DÉFICIT)</b>	<b>- 2 940</b>	<b>- 3 764</b>	<b>- 2 228</b>	<b>- 344</b>	<b>1 117</b>	<b>1 526</b>
Versements au Fonds des générations	- 725	- 842	- 972	- 1 056	- 1 117	- 1 526
Réserve de stabilisation	433	—	—	—	—	—
Modifications comptables	58	—	—	—	—	—
<b>SOLDE BUDGÉTAIRE AU SENS DE LA LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE</b>	<b>- 3 174</b>	<b>- 4 606</b>	<b>- 3 200</b>	<b>- 1 400</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

(1) Les mesures identifiées dans le Plan de retour à l'équilibre budgétaire sont intégrées au cadre financier.